



Norois

Environnement, aménagement, société

206 | 2008/1

Itinéraires de lieux touristiques littoraux

Madeline (P.) – *Constructions agricoles d’hier et d’aujourd’hui. Essai de géographie sociale*

HDR, Université de Nantes, 2007, 358 p.

Geneviève Pierre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/1848>

ISBN : 978-2-7535-1554-3

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2008

Pagination : 129-132

ISBN : 978-2-7535-0690-9

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Geneviève Pierre, « Madeline (P.) – *Constructions agricoles d’hier et d’aujourd’hui. Essai de géographie sociale* », *Norois* [En ligne], 206 | 2008/1, mis en ligne le 01 mars 2008, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/norois/1848>

COMPTE RENDU DE SOUTENANCE

MADELINE Philippe, 2007, *Constructions agricoles d'hier et d'aujourd'hui. Essai de géographie sociale*, HDR, Université de Nantes.

Philippe Madeline, enseignant-chercheur à l'Université de Caen (UMR 6590 ESO – CRESO) a soutenu son HDR le 7 décembre 2007, devant un jury composé de Christine Margetic, Hugh Clout, Claire Delfosse, Jean-Paul Diry, Jean-Marc Moriceau et Olivier Deslondes.

Philippe Madeline présente un parcours de géographe ruraliste en géographie sociale, mené à l'université de Caen, dans un double souci :

- premièrement, celui d'assurer la visibilité de la géographie rurale, en participant à tous les niveaux de l'enseignement du L1 à la formation doctorale (les séminaires pluridisciplinaires du Pôle rural de Caen, qui entament leur 14^e année, en font partie) en passant par les formations professionnelles, les Masters, et permettre, par ses différents engagements au niveau de la recherche ;

- deuxièmement, un renouvellement des questionnements en géographie rurale.

Cette activité de recherche n'est pas solitaire. Philippe Madeline prend le temps d'exposer ses engagements dans des structures d'enseignement et de recherche : l'UMR 6590 – ESO, le Pôle rural de Caen, l'UFR de géographie de Caen ; d'inscrire ses recherches dans une filiation en géographie rurale (Pierre Brunet, Roger Calmès). Cette dynamique collective l'a porté – particulièrement le Pôle rural de Caen, créé en 1994, aujourd'hui inclus dans la MRSH de Caen. Mais en retour, il a contribué à la développer, particulièrement depuis 1999, date à laquelle il est devenu co-directeur du Pôle rural. Cela inclut une participation importante à son activité éditoriale (*Histoire et Sociétés Rurales* et *Enquêtes Rurales*) ainsi que des implications dans d'autres revues qui permettent d'assurer la continuité et la visibilité de la géographie rurale et agricole de Caen, et à Caen. Parallèlement, ses activités de recherche s'inscrivent dans les problématiques de géographie sociale de l'UMR 6590 – ESO, sur les transformations sociales et spatiales des campagnes européennes. Philippe Madeline affirme l'importance de s'intégrer dans une réflexion collective, dans des réseaux différents de recherche. Cela rejoint le goût revendiqué pour l'histoire et le souci d'une interdisciplinarité maîtrisée en sciences sociales : histoire, géographie, sociologie... La présentation du projet de recherche (troisième volume de la HDR) en est un bon exemple.

Philippe Madeline propose une géographie sociale des constructions agricoles. La démarche entreprise et le choix du sujet sont bien plus novateurs qu'il n'y paraît. Certes, la construction agricole semble nous ramener à une des thématiques les plus traditionnelles de la géographie rurale, qui a connu ses grandes heures dans la première moitié du XX^e siècle, où la description fine de l'habitat et de la maison rurale paysanne, a constitué un élément essentiel de description des campagnes (Albert Demangeon, si on ne doit citer que lui). En l'occurrence, c'est la problématisation qui compte : les évolutions du bâti sont des indicateurs pertinents du changement social des campagnes, révélatrices de mutations agricoles et rurales, de diversification sociale et économique des campagnes. Or, pendant la période de profondes mutations des campagnes, de déploiement du productivisme et de spécialisation agricole des années 1960 à 1990, les géographes agricoles se désintéressent de cet objet, qui passe à d'autres disciplines (la géographie historique, l'archéologie, l'histoire, l'architecture). Pourquoi revisiter cette thématique aujourd'hui ? L'analyse du bâti d'hier et d'aujourd'hui apporte un

éclairage sur l'évolution des modes de vie, des types d'habitat, la multifonctionnalité rurale et agricole, les mutations des systèmes de production. Le bâti agricole cristallise des enjeux actuels : le bâti hérité traditionnel est devenu un élément patrimonial, et non plus de travail, par inadaptation aux évolutions économiques et techniques de la production agricole. C'est un objet de convoitise pour la résidence principale ou secondaire, objet identitaire valorisé par certains groupes sociaux. Parallèlement, le bâti agricole récent répond à des réglementations de construction et peut être objet de réflexion architecturale. On peut définir des générations de bâtis en fonction des évolutions agricoles.

La cartographie des superficies construites pour les besoins de l'agriculture, en France, sur plus de 20 ans, montre l'importance du besoin immobilier, traduction des évolutions des structures d'exploitations agricoles. L'influence des politiques publiques, des aides à la construction qui accompagnent depuis 50 ans, les évolutions agricoles, d'abord dans un souci de développement de l'agriculture productiviste puis, plus récemment, de réglementations environnementales et sanitaires, sont un élément important de cette recherche. Ainsi, le PMPOA (programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole), par la mise aux normes des bâtiments d'élevage, a créé une injonction pour de nouvelles constructions, dont les effets sont très visibles dans les régions d'élevage bovin et hors sol. Les modalités d'adaptation des agriculteurs à ces politiques montrent leurs effets sociaux, entre ceux qui ont les moyens de construire, ceux qui doivent s'endetter lourdement, ceux pour qui cela précipite la fin d'activité. Aussi, la construction neuve est-elle un révélateur d'inégalités.

Parallèlement, les nouvelles constructions laissent le bâti plus ancien vacant, tant les bâtiments agricoles construits dans les années 1960, que les plus anciens, objets de convoitises résidentielles et récréatives, dans les espaces touristiques, mais surtout dans les espaces marqués par la péri urbanisation. Le recyclage de ces bâtiments, encouragé par la loi de 2005 sur le développement des territoires ruraux, est sélectif. L'étude de cette sélectivité, visible à différentes échelles (l'exploitation agricole, la commune, le département) permet une lecture du renouvellement paysager des campagnes et de ses conditions. La patrimonialisation révèle de nouvelles concurrences, voire des processus de ségrégation entre les ménages, en fonction des niveaux de revenus, et entre agriculteurs et non agriculteurs.

Les effets de sélectivité sont également visibles dans la construction du bâti récent. Dans un contexte de construction patrimoniale des campagnes, le bâti agricole contemporain devient un élément du paysage rural, sur lequel pèsent des contraintes de localisation et d'intégration paysagère. Les réactions des agriculteurs face à ces contraintes, entre incompréhension, adaptation *a minima* et création architecturale, bien plus rare, sont révélatrices de l'état des relations agriculture-société. Le bâtiment est envisagé comme objet identitaire d'une agriculture en quête de reconnaissance sociale. On observe un décalage de plus en plus grand entre la réalité fonctionnelle agricole et ce qu'on veut montrer, ou ce qu'on veut voir, dans un paysage rural patrimonialisé, dans lequel le bâti est un élément central d'une campagne décor que certains refusent. Pourtant, la campagne décor utilise le bâti ancien et l'intégration paysagère des constructions nouvelles comme facteur d'attractivité, comme ressource pour un territoire. Le bâti agricole comme projet de territoire : est-ce un modèle pour l'agriculture de demain ?

Philippe Madeline définit les étapes d'une recherche qu'il compte poursuivre, en Basse Normandie, à l'échelle de la France, mais également par comparaisons internationales, sur les zones en cours d'urbanisation.

À la reprise, le jury salue la pertinence du positionnement de recherche, entre continuité et renouvellement des thématiques rurales, par la géographie sociale. Je ne

reprendrai pas ici toutes les questions soulevées par le travail présenté, mais je retiendrai celles qui me sont apparues les plus importantes.

La clarté d'expression, saluée par tous, est aussi clairement revendiquée par Philippe Madeline : « Être lisible par le plus grand nombre », y compris dans les énoncés conceptuels. En l'occurrence, Jean-Paul Diry rappelle qu'on ne saurait confondre simplicité et simplisme et que la clarté est gage de maîtrise dans les concepts, les problématiques et les méthodes.

Le gros travail de clarification terminologique, la réflexion sur les sources et la méthodologie, a été souligné, effort d'autant plus nécessaire que la thématique a souffert d'une rupture dans le temps. On a également mis en avant l'importance du travail de terrain, de la rencontre avec les acteurs locaux, de l'enquête biographique, du « tour de campagne », dans une démarche inductive, empirique, clairement assumée et qui ne fait pas l'impasse sur la réflexion épistémologique que sous-tend la géographie sociale. Les sources utilisées sont nombreuses comme le souligne Jean-Marc Moriceau : invention et croisement de sources comme l'utilisation de la base « Sitadel¹ », clichés par les géographes eux-mêmes dans leurs thèses et confrontation avec des photos actuelles, campagnes photographiques départementales, sources orales. Mais, à l'avenir, d'autres sources sont mobilisables : accorder davantage de place aux photographies aériennes ; utiliser les bases de données de la SCAFR² ; voire, ce que propose Philippe Madeline, les plans cadastraux, les plans terriers, dans une perspective à plus long terme. L'utilisation du fichier Perval³ (sur le marché immobilier) est possible (O. Deslondes).

Parallèlement, des réflexions ou approfondissements possibles sont posés. Jean-Paul Diry souligne l'intérêt d'une géographie des dissociations. L'exploitation agricole en propose plusieurs : entre les différents espaces de culture, entre la résidence et l'exploitation, notamment avec le développement des exploitations sociétaires. Le mode de faire-valoir mixte est au cœur de ces dissociations, entre le lieu de l'habitat (propriété privée de l'agriculteur) et celui de l'activité agricole proprement dite (terres louées à un autre agriculteur). La dissociation est parfois voulue par les agriculteurs, ou imposée par les contraintes de gestion des sols (zones de captage d'eau, règles d'éloignements des premières habitations), par la place dont dispose l'agriculteur pour construire.

Claire Delfosse s'interroge sur l'uniformisation des modèles de construction agricole et l'importance de la dimension paysagère et patrimoniale, au sens large. Qui sollicite les architectes ? La place et le rôle de l'agriculture dans les projets de territoire, dans la qualité des paysages, différents d'une région à l'autre, sont posés car l'analyse du réinvestissement des anciens bâtiments par de nouveaux habitants, dans le cadre de la gentrification des campagnes, tient compte de la qualité des territoires et de leurs fonctions. La répartition des bâtiments, entre constructions neuves, agrandissements et reconstructions à partir de l'ancien, est inscrite au cœur des questions de diversification agricole, mais également des stratégies familiales, de l'héritage : à qui cède-t-on ses bâtiments ? En matière de définition patrimoniale et d'inventaire, Claire Delfosse rappelle que beaucoup de choses se sont nouées au début des années 1980, à partir du débat sur l'extension du terme de domaine : faut-il tout conserver ou protéger (débat sur l'intégration du bâti rural dans les inventaires) ? L'État peut-il tout faire ? Les services des inventaires ont été délégués à la région et ne sont plus du domaine de l'État. Ces remarques font écho aux réflexions d'Olivier Deslondes sur ce bâti ancien qui « fait patrimoine ». Y a-t-il un âge d'or du bâti ancien, une datation qui fait référence ? Cela rejoint une réflexion sur « habitat et genre de vie » qui a pu servir à définir des

1. SITADEL : Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux.

2. SCAFR : Société de conseil pour l'aménagement foncier rural ; service études de la FN-SAFER.

3. Système d'information Perval : enregistrement des transactions immobilières par les notaires.

marqueurs identitaires forts, régionaux, voire nationaux, à « figer le rural », au profit de certaines idéologies agrariennes, et au risque de glissement des identités des territoires aux identités des individus. Aujourd'hui le lien entre territoire et patrimoine a-t-il perdu de son ambivalence fondamentale ?

Hugh Clout et Claire Delfosse reviennent sur l'intérêt d'une « géographie du confort », à réactualiser les travaux de Jacqueline Bonnamour (confort de la maison, équipement) et à l'associer à une géographie de la pauvreté et des inégalités sociales. « On voit moins la misère des campagnes que celle des villes. L'entrée par l'habitat est intéressante » (Hugh Clout). De même, dans les aides et dispositifs publics, quelle est la manne financière qui revient réellement aux agriculteurs ? (Jean-Paul Diry). Cela suppose la nécessité – et Philippe Madeline le rappelle – de faire une évaluation des dispositifs politiques, tels que les dispositions de la LDDTR⁴ de 2005 sur le bâti rural, pour saisir le décalage entre les intentions de la loi et les modalités de sa mise en application, lié à la complexité des règlements d'urbanisme.

Finalement, ce que propose Philippe Madeline est un projet global, porté par une sensibilité à l'approche systémique, à partir d'une réflexion sur les instruments de régulation et de production de normes qui régissent les constructions spatiales (Christine Margetic). Ce faisant, Philippe Madeline réinterroge les catégories sociales et spatiales traditionnelles des campagnes, en montrant de nouvelles ruptures. Il propose une réflexion sur les liens entre les stratégies individuelles et collectives dans les logiques de production et d'appropriation de l'espace. Ce travail de recherche est un essai, le début d'un questionnement, sur un sujet où beaucoup reste encore à faire.

Geneviève PIERRE

4. LDDTR : loi sur le développement des territoires ruraux de 2005.